

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



OBJET : Affaires budgétaires / Fixation du mode de gestion des amortissements des immobilisations en M57

Exposé des motifs :

La mise en place de la nomenclature M57 au 1^{er} janvier 2022 implique de fixer le mode de gestion des amortissements des immobilisations. En effet, conformément aux dispositions de l'article L.2321-2-27 du code général des collectivités territoriales, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles est considéré comme une dépense obligatoire à enregistrer dans le budget de la collectivité.

Le passage à la nomenclature M57 est sans conséquence sur le périmètre d'amortissement et de neutralisation des dotations aux amortissements. Le champ d'application des amortissements des communes et de leurs établissements publics reste défini par l'article R.2321-1 du code général des collectivités territoriales qui fixe les règles applicables aux amortissements des communes.

Il est proposé de conserver les durées d'amortissement qui étaient appliquées en M52 à l'Institution Adour, rappelées ci-dessous, car ces durées d'amortissement correspondent effectivement aux durées habituelles d'utilisation des biens concernés.

Imputations	Immobilisations imputations M57	Type de matériel (à titre indicatif)	Durée d'amortissement
	INCORPORELLES		
2031	Frais d'études	Frais d'études	5 ans
2051	Concessions et droits similaires	Logiciels	3 ans
	CORPORELLES		
21828	Autres matériels de transport	Voitures	5 ans
21838	Autres matériels informatiques	Matériel informatique : Ordinateurs, claviers, station d'accueil, serveurs, écrans...	3 ans
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Bureaux, chaises, armoires, caissons...	5 ans
2185	Matériel de téléphonie	Standard ...	3 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	Autres	5 ans

Les subventions d'investissements reçues servant à financer un équipement et devant être amorties sont qualifiées de subventions transférables et imputées en recette aux différentes subdivisions du compte 131. Leur reprise au compte de résultat permet d'atténuer la charge de la dotation aux amortissements des biens acquis ou réalisés et, in fine, de solder les comptes de subvention au bilan.

Cette reprise impérative consiste à un amortissement à l'envers par rapport à l'amortissement des biens réalisés ou acquis à l'aide de subventions transférables.

Pour le budget de l'Institution il est rappelé que le choix est fait d'aligner la durée du transfert sur celle de l'amortissement des biens subventionnés soit :

- 5 ans pour les subventions concernant les études non suivies de réalisation,
- 30 ans pour les subventions concernant les bâtiments publics.

Concernant le calcul de l'amortissement, la nomenclature M57 pose le principe de l'amortissement d'une immobilisation du prorata temporis. Cette disposition implique un changement de méthode comptable puisque, sous la nomenclature M52, l'Institution Adour calculait les dotations aux amortissements en année pleine (début des amortissements au 1^{er} janvier N+1 de l'année suivant la mise en service du bien).



Ce changement de méthode comptable relatif au prorata temporis s'applique de manière prospective, uniquement sur les nouveaux flux réalisés à compter du 1^{er} janvier 2022, sans retraitement des exercices clôturés. Les plans d'amortissements qui ont été commencé suivant la nomenclature M52 se poursuivront jusqu'à amortissement complet selon les modalités définies à l'origine.

L'amortissement prorata temporis est calculé pour chaque catégorie d'immobilisation, au prorata du temps prévisible d'utilisation. L'amortissement commence à la date de mise en service. Par mesure de simplification, il est proposé de retenir la date du dernier mandat d'acquisition de l'immobilisation comme date de mise en service, sauf cas particulier, car le mandat suit effectivement le service fait. Ainsi, la date de début d'amortissement d'un bien acquis par deux mandats successifs sera celle du dernier mandat.

En outre, dans la logique d'une approche par les enjeux, une entité peut justifier la mise en place d'un aménagement de la règle du prorata temporis pour les nouvelles immobilisations mises en service, notamment pour des catégories d'immobilisations faisant l'objet d'un suivi globalisé à l'inventaire (biens acquis par lot, petit matériel ou outillage, fonds documentaires ou encore biens de faible valeur...).

La mise en œuvre de cette simplification fait l'objet d'une délibération listant les catégories de biens concernés (le principe de permanence des méthodes comptables impose une harmonisation des modalités d'amortissement pour une même catégorie de bien).

Dans ce cadre, il est proposé d'appliquer par principe la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 500 € TTC. Il est proposé que les biens de faible valeur soient amortis en une annuité unique au cours de l'exercice suivant leur acquisition.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu les délibérations en date des 15 mars 2007, 27 mars 2013, 10 décembre 2015 et 11 février 2016 du comité syndical de l'Institution Adour fixant les durées d'amortissement des biens en M52 de la collectivité,

Considérant qu'à compter du 1^{er} janvier 2022, dans le cadre de l'application de la M57, il convient de fixer les durées d'amortissement des immobilisations,

Considérant que la M57 impose la règle du prorata temporis mais permet cependant des aménagements.

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de fixer les durées d'amortissement par catégorie de biens comme indiqué dans le tableau ci-dessous :



Imputations	Immobilisations imputations M57	Type de matériel (à titre indicatif)	Durée d'amortissement
	INCORPORELLES		
2031	Frais d'études	Frais d'études	5 ans
2051	Concessions et droits similaires	Logiciels	3 ans
	CORPORELLES		
21828	Autres matériels de transport	Voitures	5 ans
21838	Autres matériels informatiques	Matériel informatique : Ordinateurs, claviers, station d'accueil, serveurs, écrans...	3 ans
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	Bureaux, chaises, armoires, caissons...	5 ans
2185	Matériel de téléphonie	Standard ...	3 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	Autres	5 ans

- d'aligner la durée d'amortissement des subventions transférables reçues sur celle de l'amortissement des biens subventionnés soit :
 - 5 ans pour les subventions concernant les études non suivies de réalisation,
 - 30 ans pour les subventions concernant les bâtiments publics,
- d'appliquer le principe de la règle du prorata temporis et d'aménager cette règle pour les biens de faible valeur, c'est à-dire ceux dont le coût unitaire est inférieur au seuil de 500 € TTC,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE